

EXERCICE 10, UNITÉ IV

1.1. Ajouter en gardant la même perspective

CONSIGNE

**Repérez le premier élément à l'appui duquel vient s'ajouter celui introduit par *de plus*.
Formulez la conclusion soutenue à l'aide de ces deux éléments.**

EXEMPLE

« Ils sont devenus fous », titrait récemment un hebdomadaire à propos des possesseurs d'animaux familiers. En effet, non seulement la présence des animaux familiers est onéreuse dans la société urbaine, mais encore les soins quotidiens sont astreignants pour l'emploi du temps. Au moment des vacances, les chats, les oiseaux, les poissons exotiques et, à un moindre degré, les chiens compliquent l'organisation des déplacements. **De plus**, les dépenses que nécessite leur entretien sont en pleine croissance : l'alimentation pour animaux est parmi les postes de la consommation dans la comptabilité nationale celui qui a le plus augmenté au cours des vingt dernières années. (1)

RÉPONSE (la formulation peut être différente)

Premier élément : les animaux familiers requièrent de l'argent, du temps et ils compliquent l'emploi du temps.

Deuxième élément introduit par *de plus* : les dépenses consacrées aux animaux augmentent.

Conclusion : les Français qui possèdent des animaux sont comparés à des fous.

1. Après le bac, les filles s'orientent plus souvent que les garçons vers l'université (66 %, contre 62 %), et moins vers les filières sélectives comme les instituts universitaires technologiques (8 %, contre 12 %) ou les classes préparatoires aux grandes écoles (10 %, contre 13 %). Dans les classes préparatoires, les jeunes filles sont globalement minoritaires, puisqu'elles ne représentaient, en 2005-2006, que 41,6 % de l'ensemble des effectifs. **De plus**, on constate d'importants déséquilibres entre les différentes filières, avec moins de 30 % de filles dans les effectifs des classes scientifiques (404 : 2007-2008)

2. Internet ainsi que les autres services et produits numériques exerceront demain une influence considérable sur l'économie et la société des pays développés. Or, si l'Europe dispose d'un énorme potentiel en matière de contenu, elle accuse un net retard sur les Etats-Unis en parts de marché. Le nombre d'utilisateurs d'Internet est de 72 millions en Europe contre 136 millions aux Etats-Unis et au Canada. **De plus**, le nombre de sites Web européens n'atteint pas le tiers de celui des sites américains. Enfin, les sites Web les plus fréquemment visités par les Européens sont presque tous américains, les seules exceptions étant les sites de prestataires de services. En mars 2000, le Conseil européen de Lisbonne a donc assigné un objectif stratégique ambitieux à l'Union européenne pour la décennie à venir : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique. (213 : 2000-2001)

3. Selon la Commission, davantage de projets culturels seront financés par les fonds structurels dans les années à venir, grâce aux nouvelles orientations de l'Agenda 2000. Cet optimisme doit cependant être tempéré. En réalité, si les fonds structurels représentent la première source de financement de l'action culturelle européenne, celle-ci n'a d'européenne que le nom. La plupart des projets cofinancés par l'Union sont à finalité régionale ou locale. Ce qui correspond d'ailleurs à la vocation de ces fonds. **De plus**, la Commission européenne a une définition très étendue de la culture puisqu'elle comprend, par exemple, le patrimoine naturel. (213 : 2000-2001)

4. Un règlement du 1er avril 1998 relatif aux établissements qui pratiquent la fécondation in vitro n'autorise la gestation pour autrui au moyen d'une fécondation in vitro que si elle constitue la seule possibilité pour sa bénéficiaire de devenir mère et si la gestatrice a déjà eu au moins un enfant. **De plus**, l'intervention doit être réalisée dans le respect des conditions médicales et psychologiques définies par les directives de l'Association néerlandaise d'obstétrique et de gynécologie. A titre d'exemple, le nombre d'embryons implantés chez la gestatrice doit être limité à deux, afin de réduire les risques de grossesses multiples, et les intéressés doivent bénéficier d'un accompagnement psychologique pendant et après la procédure. Lorsque cette procédure est

suivie, l'adoption peut être prononcée assez rapidement, car les parents ne font pas l'objet d'une enquête approfondie. (421 : 2007-2008)

5. Si les plans de périnatalité ont permis de diminuer la mortalité périnatale, il n'en reste pas moins vrai que les grossesses GPA (gestation pour autrui) ne font pas l'économie des risques de toute grossesse [...]. Pour l'enfant peuvent survenir des problèmes liés :

- à la prématurité (7 %),
- à un placenta praevia [localisation anormale du placenta],
- à un faible poids (9 %),
- à un très faible poids, c'est-à-dire moins de 1800 g (3 %),
- ou à un cordon mal placé entraînant une anoxie,
- à des pathologies survenant à la naissance ou après la naissance (pathologies neurologiques par exemple).

De plus, comme dans le cadre de toute fécondation in vitro (FIV), avant la conception, la gestatrice devra subir des traitements hormonaux, non sans incidence sur sa santé, pour préparer sa matrice à recevoir l'embryon. Mais il y a aussi des risques de santé pour l'enfant du fait des manipulations prénatales. (421 : 2007-2008)

6. La légalisation de la gestation pour autrui va créer d'immenses frustrations, chacun considérant désormais qu'il existe un « droit à l'enfant ». **De plus**, affirmer qu'il faut légaliser puisque la pratique existe déjà est absurde et choquant : pourquoi ne pas autoriser alors les ventes d'armes ou les trafics d'organes ? Le rôle du législateur n'est pas de légaliser tout ce qui existe, mais de dire, au nom de l'intérêt général, ce que la société accepte ou n'accepte pas. En l'espèce, le ventre d'une femme n'est pas un coffre à louer pendant neuf mois. En outre, plusieurs questions se posent : en cas d'interversion accidentelle d'embryons, qui sera responsable et qui seront les parents de l'enfant une fois né ? Quelle sera la législation applicable aux personnes transsexuelles ? Cette nouvelle technique ne risque-t-elle pas de favoriser la consanguinité ? Ne va-t-elle pas devenir, pour certaines femmes, le moyen d'avoir des enfants en s'épargnant les inconvénients d'une grossesse ? (421 : 2007-2008)

7. On entend par troubles du comportement alimentaire l'étendue des rapports compulsifs et donc pathologiques à la nourriture, qu'ils se caractérisent par une consommation inférieure aux nécessités physiologiques ou au contraire excessive. Il est difficile d'en mesurer l'étendue exacte, encore une fois par manque d'études. [...] Les complications liées aux troubles du comportement alimentaire sont nombreuses, mais leur fréquence est mal connue. Certaines sont aiguës et liées à la dénutrition ou aux vomissements. Elles comprennent les problèmes cardiaques (affaiblissement du cœur), digestifs (dégradation du système intestinal), menstruels (aménorrhée notamment) et infectieux (risque de succomber plus facilement à une maladie bénigne en raison de la faiblesse du système immunitaire). D'autres complications se manifestent à plus long terme. La dénutrition peut entraîner l'ostéoporose et les vomissements causent des affections digestives, dentaires ou rénales. **De plus**, les troubles du comportement alimentaire sont fréquemment liés à d'autres troubles psychiatriques tels dépression, anxiété, troubles de la personnalité ou abus de substances toxiques. En France, les symptômes alimentaires sont associés à une augmentation de la fréquence des pensées suicidaires chez les jeunes de douze à dix-neuf ans. Les tentatives de suicide touchent 3 % à 20 % des anorexiques et 25 % à 35 % des boulimiques. (439 : 1997-1998)

8. Réunie le mercredi 2 juillet 2008, sous la présidence de M. Nicolas About, président, la commission a procédé à l'examen du rapport de Mme Patricia Schillinger sur la proposition de loi n° 289 (2007-2008), adoptée par l'Assemblée nationale, visant à lutter contre les incitations à la recherche d'une maigreur extrême ou à l'anorexie. Mme Patricia Schillinger, rapporteure, a rappelé que la table ronde du 3 juin dernier avait montré que la proposition de loi suscite des débats vifs, en partie dus à la confusion qui entoure l'objet de son dispositif : en effet, il n'est pas question de pénaliser l'anorexie mais bien les agissements répréhensibles de tiers qui pourraient la causer ; de même, la brièveté des délais imposés à l'Assemblée nationale pour examiner ce texte fait qu'il présente une incohérence entre son intitulé, qui mentionne la répression de l'incitation à la « maigreur extrême et à l'anorexie », alors que le dispositif voté vise la « maigreur excessive ». **De plus**, les spécialistes s'accordent pour considérer qu'il est impossible d'inciter une personne « saine » à l'anorexie. Devenir anorexique suppose une prédisposition personnelle dont la science ne sait toujours pas dans quelle mesure elle relève de la génétique et/ou du psychologique : on ne devient pas anorexique sous la pression de la société ou par imitation. Prévoir la

répression de la provocation à l'anorexie n'a donc pas grand sens. Concrètement, il serait impossible au juge, même avec l'aide d'une expertise médicale, de prouver qu'une provocation a été cause d'une anorexie. (439 : 1997-1998)

(1) Herpin N., Verger D., 1992, « Sont-ils devenus fous ? : La passion des Français pour les animaux », *Revue Française de Sociologie*, vol. 33, n° 2.